

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/FRA/11  
29 juillet 2002

(02-4183)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>FRANCE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère de l'Intérieure – Direction de la Défense et de la Sécurité Civiles – Place Beauveau – 75800 PARIS CEDEX 08 <b>Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télex et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [ X ], 2.10.1 [   ], 5.6.2 [   ], 5.7.1 [   ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b>  Dans le domaine de la protection incendie, les modifications proposées concernent les spécifications techniques suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- Condition de signalisation des dégagements</li><li>- mesures applicables aux extracteurs d'air vicié utilisable pour assurer l'évacuation des fumées en cas d'incendie et aux conduits utilisés</li><li>- obligation de signaler les appareils de lutte contre le feu qui ne sont pas apparents</li><li>- prise en compte d'une nouvelle méthode d'exploitation des salles de réunion</li><li>- condition d'implantation et d'exploitations d'îlots dans les surfaces de vente</li><li>- adaptation du règlement de sécurité aux règles définissant des hydrocarbures.</li></ul>
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Projet d'arrêté portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.  Ce projet comporte 7 pages.
6.	<b>Teneur:</b> Le projet d'arrêté concerne le règlement contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public: <ul style="list-style-type: none"><li>- Les dispositions générales communes aux établissements recevant du public du 1<sup>er</sup> groupe;</li><li>- les dispositions particulières adaptées aux conditions spécifiques d'exploitation des établissements recevant du public du 1<sup>er</sup> groupe;</li><li>- les dispositions particulières adaptées aux conditions spécifiques d'exploitation des établissements recevant du public du 2<sup>ème</sup> groupe (5<sup>ème</sup> catégorie).</li></ul>

En application de l'article GN 14 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du règlement de sécurité, les prescriptions techniques visées dans ce règlement ne font pas obstacle et ne constituent aucun entrave. En effet, cet article précise que les appareils ou équipements visés dans ce règlement de sécurité doivent être conformes:

- Soit aux normes françaises;
- soit aux normes européennes harmonisées;
- soit aux spécifications techniques nationales d'autres États membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européenne reconnues par décision communautaire et dont la liste est publiée au Journal officiel de la République française;
- soit aux normes ou aux spécifications techniques des autres États membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européenne reconnues équivalentes, après avis des organismes compétents responsables de la publication des textes concernés. La liste de ces normes ou de ces spécifications techniques est publiée au Journal officiel de la République française.

Lorsqu'il n'existe pas de normes ou de spécifications techniques telles que visées au deuxième et troisième tirets ci-dessus ou, lorsque les produits dérogent à celles-ci, l'agrément technique européen atteste de l'aptitude à l'usage desdits produits.

**7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:**

Le projet d'arrêté soumis est destiné à:

- Intégrer les innovations techniques et les normes européennes;
- améliorer la lisibilité du texte en l'adaptant aux évolutions des pratiques fonctionnelles;
- assurer, dans ces domaines, la cohérence avec les réglementations concernant d'autres secteurs d'activités.

**8. Documents pertinents: Néant**

**9. Date projetée pour l'adoption:** octobre 2002  
**Date projetée pour l'entrée en vigueur:** janvier 2003

**10. Date limite pour la présentation des observations:** fin septembre 2002

**11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [ X ] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:**

CINORTECH  
 AFNOR  
 11, avenue Francis de Pressensé  
 93571 SAINT-DENIS-LA PLAINE CEDEX